

Documenter les variations du français pour mieux promouvoir l’enseignement de la norme en Afrique

Philippe HUMBERT

Université de Fribourg

Résumé : Selon l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF), il existe 321 millions de francophones dans le monde. Ce chiffre n’est pas uniquement diffusé à l’occasion de conférences de presses, mais il est recalculé tous les quatre ans par l’Observatoire de la langue française (ci-après l’Observatoire) qui publie *La langue française dans le monde*. Dans cet ouvrage à caractère encyclopédique, hormis de nombreuses statistiques sur la langue française, on y apprend qu’il existe de nombreuses « variétés de français » dont l’OIF fait généralement l’éloge dans ses discours célébrant la diversité linguistique et culturelle. Mais en lisant bien les publications de l’Observatoire, on s’aperçoit que certaines variétés de français sont aussi perçues comme une menace potentielle sur l’intercompréhension, surtout sur le continent africain, où les pratiques des locutrices et locuteurs divergeraient parfois radicalement d’une norme standard. L’Observatoire appuie ses analyses en citant des études et débats de sociolinguistes. L’objectif de cette contribution est d’analyser les discours visant à produire du savoir sur la variation linguistique du français et de chercher à comprendre comment ils s’articulent à des projets de politiques éducatives. En analysant le processus d’entextualisation (Park & Bucholtz, 2009) de la variation à travers quatre éditions de *La langue française dans le monde* (2010-2022), c’est-à-dire en observant ce que l’Observatoire retient des discours extraits d’études et discussions sociolinguistiques qu’il cite et réinterprète, cette contribution offre une lecture des messages et stratégies que l’institution est en train de produire à l’attention de systèmes éducatifs africains. Soulignant toute l’agilité discursive de l’Observatoire, l’auteur montre que les discours de l’Observatoire contribuent à maintenir un rapport d’autorité à la norme : les variétés ne sont pas perçues comme un problème, tant qu’elles permettent aux apprenantes et apprenants du « Sud » de mieux maîtriser une norme dictée et documentée par les pays dits du « Nord ».

Mots-clés : Francophonie ; encyclopédie ; éducation ; discours ; politiques linguistiques

1 Introduction

« La langue française rayonne avec 321 millions de locuteurs dans le monde. » (OIF, 20.03.2022)

Le titre du communiqué de presse annonçant les nouveaux résultats publiés dans *La langue française dans le monde 2022* ont quelque chose de réjouissant pour les francophiles, puisque les statistiques démontrent une progression du nombre de francophones dans le monde. Assis à côté de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Alexandre Wolff, responsable de l'Observatoire de la langue française (désormais « l'Observatoire »), présente quantité d'autres chiffres devant un parterre de journalistes. Le discours objectivant des statistiques rythme un discours politique sur la promotion de la diversité linguistique et de la langue française dans le monde.

Mais qui sont ces francophones dont parle l'Observatoire ? Leur définition statistique s'écarte d'une vision nativiste de la langue, car l'Observatoire considère comme « francophones » « toutes les personnes qui maîtrisent la langue française pour être à même de l'utiliser pour communiquer (parler et/ou comprendre), et ce quel que soit le niveau ou la maîtrise d'autres compétences, comme l'écriture ou la lecture » (OIF 2014 : 7). Cette acception très inclusive permet à la fois de flouter les différences sociolinguistiques entre « francophones » et de fournir des chiffres plus élevés que si seuls les « francophones de naissances » étaient comptés. Pour y parvenir, l'Observatoire mobilise un important réseau international de chercheuses et chercheurs, principalement des démographes, mais aussi des (socio)linguistes, didacticiennes et didacticiens du français.

En marge de l'assiduité quantitativiste, l'Observatoire documente aussi ce qu'il appelle plus communément des « variétés de français », c'est-à-dire, généralement, diverses manières d'utiliser le français à travers le monde. Le jargon technique des (socio)linguistes jalonne parfois les publications de *La langue française dans le monde* de termes tels que « normes endogènes, acrolectes, basilectes, emprunts, » etc. Mais cet aspect semble trouver moins d'écho lors des communications médiatisées de l'Observatoire. Dès lors, si la statistique des « francophones » tend à gommer toute distinction variationnelle entre locutrices et locuteurs, pourquoi l'Observatoire cherche-t-il à documenter ces aspects plus précisément ?

L'objectif de cet article est d'analyser comment la documentation de la variation sociolinguistique du français est débattue à l'Observatoire, afin de dégager les enjeux politiques qui émanent du traitement de ces variétés de français à l'OIF. Après avoir exposé mon approche méthodologique et mes données dans une perspective sociolinguistique critique (section 2), je présente brièvement les missions prioritaires de l'Observatoire (section 3), puis je retrace la construction discursive de la documentation des variétés comme outil scientifique visant à évaluer le potentiel et les risques de la présence de variétés de français en Afrique (section 4). J'analyse enfin les discours qui façonnent la documentation des variétés comme un instrument favorisant l'essor de l'enseignement d'une norme dans les milieux éducatifs africains (section 5). En guise de conclusion, je souligne comment les pratiques discursives de la documentation des variétés contribuent à renforcer un discours posant les variétés de français au service d'une langue normée de notoriété internationale.

2 Une sociolinguistique critique de la documentation des variétés de français : méthodologie et données

Dans la lignée de travaux étudiant les interactions entre production des savoirs sur les langues et enjeux de pouvoir (Certeau, Julia, et Revel, 1975 ; Tabouret-Keller, 1997 ; Humbert, 2022), je conçois la documentation des variétés de français comme un acte visant à récolter des preuves scientifiques de manifestations du langage considérées comme réelles ou représentatives d'un certain groupe de locutrices et locuteurs. Ce processus documentaire fait nécessairement l'objet d'intérêts politiques qui s'invitent dans des débats méthodologiques et épistémologiques (Humbert, Coray et Duchêne, 2018 ; Humbert, 2019). La présente étude s'inscrit dans une démarche ethnographique et historiographique, adoptant une posture *interprétiviste* propre aux recherches en sociolinguistique critique (Heller, 2002). Je considère l'Observatoire comme une institution dont les actions sont régulées et coordonnées par des discours (Duchêne, 2008). Dans cette perspective, documenter les variétés de français est conçu comme une pratique discursive ancrée dans des interactions rapportées uniquement à l'écrit dans le cadre de cette analyse. L'analyse de ces discours dans une dimension intertextuelle et diachronique (Krieg-Planque, 2012) permet de :

- a) comprendre quels sont les réseaux interpersonnels et interinstitutionnels (Martín Rojo, 2016) qui orientent la documentation des variétés à l'Observatoire ;
- b) saisir le processus d'entextualisation de discours (Park et Bucholtz, 2009), c'est-à-dire quels discours l'Observatoire sélectionne ou non, dans quel intérêt et dans le but de produire quels types de savoirs sur les variétés de français.

Les conditions de production de ces discours sont brièvement abordées dans une perspective historicisante (Duchêne, 2008), c'est-à-dire que j'interroge les éléments structurels, sociaux et économiques qui permettent à l'Observatoire de poursuivre sa mission documentaire en fonction d'événements socio-historiquement situés.

Concrètement, les données récoltées sont issues d'un projet de recherche qui étudie les pratiques de documentation des langues à l'OIF (et dans ses anciennes structures institutionnelles).¹ Dans le cadre de cet article, je me concentre sur des documents recouvrant la période de 2008 à 2022. Plusieurs raisons motivent ce choix. Premièrement, le début des années 2000 marque un tournant institutionnel important à l'OIF et c'est durant cette période que l'Observatoire est officiellement créé. Deuxièmement, il s'agit d'une période où chercheuses et chercheurs sont plus étroitement associés au travail de documentation au sein de l'OIF (et pas seulement de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)), intégrant plus directement de nombreux (socio)linguistes dans les débats méthodologiques et analytiques, notamment durant des séminaires internationaux et à travers la formation d'un comité scientifique consultatif rattaché à l'Observatoire. Troisièmement, la thématique « variétés de français » rencontre un intérêt croissant à l'Observatoire durant cette période.

¹Plus d'informations concernant le projet de recherche Documenter la Francophonie sans frontières ici : <https://institut-plurilinguisme.ch/fr/documenter-francophonie> (consulté le 29.09.2022). Je tiens à remercier chaleureusement Zorana Sokolovska et Alexandre Duchêne pour leurs commentaires sur une version préliminaire de cet article. Merci également aux deux relecteurs ou relectrices anonymes.

TAB. 1 : Publications Analysées

Année	Auteur(s)	Titre de la publication	Caractéristique de la publication
2008	Maurais et al.	<i>L'Avenir du français</i>	Issu de rencontres entre des sociolinguistes du réseau AUF <i>Sociolinguistique et dynamique des langues</i> et d'autres personnalités ou fonctionnaires, cet ouvrage regroupe des analyses et opinions rédigées par une quarantaine de personnes, soit sous la forme de contributions personnelles ou collectives, soit comme synthèses de discussions lors d'ateliers. De nombreuses contributions abordent le rapport à la norme et l'étude des « normes endogènes ».
2008	OIF	<i>Séminaire international sur la méthodologie d'observation de la langue française dans le monde</i>	Mis en ligne sur le site internet de l'Observatoire, cet ouvrage compile des contributions personnelles et des synthèses de discussions rapportées d'un séminaire de recherche. Durant trois jours, ce séminaire a rassemblé une cinquantaine de chercheuses et chercheurs issus principalement des sciences du langage, des études démographiques et statistiques. Des fonctionnaires et diplomates francophones s'y expriment aussi. L'un des objectifs principaux de cette rencontre est de permettre à l'Observatoire d'orienter ses pratiques documentaires. Les (socio)linguistes y problématisent souvent le rapport à la norme.
2010	OIF	<i>La langue française dans le monde 2010</i>	
2014	OIF	<i>La langue française dans le monde 2014</i>	
2015	Maurer	<i>Mesurer la francophonie et identifier les francophones. Inventaire critique des sources et des méthodes</i>	L'ouvrage contient à la fois un inventaire de sources principalement statistiques et une synthèse des discussions menées lors du second séminaire méthodologique en 2014. Dans la même veine que la première édition, ce séminaire a regroupé une vingtaine de personnalités principalement issues des milieux académiques. La synthèse est toutefois plus succincte que dans le document de 2008 ; les arguments y sont relativement peu développés.
2019	OIF	<i>La langue française dans le monde 2018</i>	
2021	Fantognon	Le français polycentrique ? Du terrain à la modélisation. Vers une politique de planification plurilingue	Il s'agit du rapport de l'étude PRES-LAF (Pratiques et représentations sociolangagières des français en francophonie), recherche d'envergure internationale mandatée sur concours par l'Observatoire. Elle porte directement sur l'étude des variétés de français dans onze pays d'Afrique, du Moyen Orient et de l'océan Indien, associant approches quantitative et qualitative. L'Observatoire en publie partiellement les résultats dans <i>La langue française dans le monde 2022</i> . PRES-LAF regroupe une quinzaine de chercheuses et chercheurs, et implique un important travail de terrain (entretiens semi-directifs, revue de littérature, observations de classes, questionnaires, etc.) (PRESLAF 2022)
2022	OIF	<i>La langue française dans le monde 2022</i>	

D'un côté, les données sont composées d'une collection à caractère encyclopédique – *La langue française dans le monde* – qui fait à chaque fois l'objet d'un important travail éditorial avec des professionnels de l'édition. Dans ce livre publié tous les quatre ans depuis 2010, plusieurs membres de la rédaction récoltent activement des informations (entretiens avec des experts, rapports d'études, sondages, tableaux et diagrammes statistiques, etc.) dans le but de les interpréter selon des thématiques spécifiques en rapport avec la langue française. L'ouvrage est conçu pour être tout public. L'Observatoire y intègre parfois des contributions externes (voir section 3.2). De l'autre côté, quatre documents permettent de retracer des rencontres entre des membres de l'Observatoire et des chercheuses et chercheurs. Ces données – des rapports de recherches, des synthèses d'ateliers ou séminaires – ne font pas l'objet d'un travail éditorial aussi important et chaque contribution ou synthèse est généralement signée d'un auteur. Si les documents sont relativement faciles d'accès sur Internet, leur lecture reste complexe pour le commun des mortels, puisque de nombreuses contributions proviennent directement d'intellectuels mobilisant un jargon technique propre à leur champ disciplinaire. En d'autres termes, ces quatre ouvrages offrent un aperçu des coulisses des rencontres scientifiques de l'Observatoire.

Ainsi, de 2008 à 2022, il est possible d'analyser l'entextualisation des pratiques discursives de documentation, 2008 étant une année particulièrement féconde en termes de réflexions épistémologiques et méthodologiques. Le rapport de 2021 (voir ci-dessus) marque également un moment important concernant l'étude des variétés, puisque l'imposant rapport de recherche de PRESLAF fait l'objet d'une synthèse nécessairement fortement condensée dans *La langue française dans le monde 2022*, où se cristallisent les positions de l'OIF envers les variétés de français.

3 La mission documentaire de l'Observatoire de la langue française : la statistique, l'éducation et l'Afrique

Les années 2000 constituent un bouleversement institutionnel radical à l'OIF. L'Observatoire hérite en partie des fonctions qu'occupait le Haut Conseil de la Francophonie (HCF), mais il modifie son approche documentaire. Si le HCF était associé à la présidence de la République française, l'Observatoire appartient à une organisation internationale. En d'autres termes, l'Observatoire doit poursuivre – tout en la redéfinissant – une tradition documentaire initiée il y a environ vingt ans au moment de son institutionnalisation (*cf.* Mouterde, Dansou, et Schwab, 2014). Désormais, il ne s'agit plus d'inviter une quarantaine de personnalités issues du monde scientifique, littéraire ou diplomatique francophone comme le faisait le HCF, mais de travailler en réseaux avec des chercheuses et chercheurs, en particulier des démographes et des (socio)linguistes, pour favoriser une approche plus scientifique de la documentation de la langue française dans le monde (OIF, 2010 : 4-5).

3.1 Une mission avant tout statistique concentrant ses efforts sur l'Afrique

La mission principale de l'Observatoire se résume ainsi :

L'Observatoire de la langue française recueille et analyse des données sur la situation du français par pays, par secteur d'activité et dans les organisations internationales afin de pouvoir disposer de statistiques fiables sur la place et les usages de cette langue dans le monde. (L'Observatoire, 2022)

Les priorités se concentrent sur la langue française et sur une documentation davantage quantitative que qualitative. On remarque également le caractère international et politico-économique de la documentation dans les domaines mentionnés prioritairement. En naviguant sur le site de l'Observatoire ou en feuilletant les éditions de *La langue française dans le monde*, l'importance de la dimension statistique est évidente. L'intérêt marqué pour l'état et les projections de la langue française sur le continent africain est frappant, tout autant que la part consacrée à l'étude des apprentissages en/du français. Le dernier communiqué de presse officiel de l'OIF illustre ces priorités. On y apprend que : le nombre de francophones a encore augmenté ; « 62% [des locuteurs quotidiens du français] résident en Afrique » ; près de 70% des 51 millions d'apprenants du français langue étrangère se trouvent sur le continent africain. » (OIF, 20.03.2022) La présence des Secrétaires généraux dans les préfaces ou introductions de chaque édition de *La langue française dans le monde*, et parfois aussi dans la promotion publique de l'ouvrage, témoigne de l'importance du travail documentaire pour l'OIF. Ce livre « apporte la démonstration de la pertinence de nos ambitions, de nos engagements, et de la légitimité de la Francophonie à les mener » (OIF, 2019 : 12), selon Michaëlle Jean, ex-Secrétaire générale. Il constitue ainsi un outil de preuve scientifique – une « démonstration », pour reprendre le discours de la Secrétaire générale qui s'approprie un terme propre à la recherche – utile aux discussions politiques, surtout lorsqu'il s'agit de comprendre l'évolution de la langue française dans le monde, tout en sachant que – selon un mantra de l'OIF – « l'Afrique est l'avenir de la langue française » (France 24, 19.03.2021).

3.2 Une observation légitime, mais pas officielle

Sans pouvoir aller dans les détails, il est important de souligner que l'Observatoire conçoit son travail documentaire d'observation comme une action légitime pour orienter des « *objectifs politiques* » (OIF, 2010 : 4). En outre, son travail d'observation se doit d'adapter sa méthode à une diversité de contextes dans lesquels les représentations en rapport avec la langue française et la Francophonie diffèrent (ibidem). L'Observatoire prend toutefois des précautions par rapport aux contenus qu'ils publient.

Les articles présentés dans cet ouvrage se veulent descriptifs et objectifs. Lorsqu'ils sont signés, ils n'engagent que leurs auteurs et les commentaires et analyses proposés par les rédacteurs anonymes (collaborateurs permanents ou ponctuels de l'Observatoire) ne constituent en aucune manière l'expression d'une position officielle de la Francophonie. (idem : 5)

Cette clause, répétée dans les éditions suivantes, donne à voir la mise en scène des études. Il y a des auteurs dont l'identité est rendue publique (généralement des cher-

cheuses et chercheurs ou encore des artistes, écrivains et écrivaines) et une rédaction quasiment anonyme et collective. Cette rédaction n'est toutefois pas représentative des positions « officielles » de l'OIF, ce qui souligne une tension : l'Observatoire est présenté sous les atours d'une institution sans visage, ce qui renforce le sentiment d'objectivation des discours qu'elle produit, mais ses propos doivent être interprétés indépendamment des positions de l'OIF, bien qu'ils puissent être conçus comme des indicateurs utiles aux décideurs de la Francophonie.

4 Évaluer le potentiel et les risques des variétés de français en Afrique

4.1 Vers un ancrage prospectif et africain de la documentation des variétés

Au cours des premières rencontres avec les (socio)linguistes, l'Observatoire peine encore à identifier l'intérêt et le potentiel interprétatif d'une documentation des variétés de français. Si l'Observatoire a bien entendu la complexité des enjeux sociolinguistiques, son responsable Alexandre Wolff fait le point en conclusion des discussions.

Cependant, observer le français doit être pensé et compris dans l'interaction, le « frottement » avec les autres langues. Les notions d'hybridation, de transcode ou d'interlecte viennent souligner la difficulté qu'il y a parfois à distinguer même la langue maternelle de la langue seconde ou d'une autre langue. Faut-il aller jusqu'au constat de la pluralité des « langues françaises » ? (OIF, 2008 : 91)

Le fait que le responsable reprenne les termes de « frottements, transcode » et « d'interlecte », mobilisés par Sylvie Wharton et d'autres sociolinguistes durant les interventions (OIF, 2008 : 59-62, 323-27), montre l'attention portée au sujet, mais peut-être aussi la perplexité du responsable de l'Observatoire face au nombre important de termes techniques mobilisés par les sociolinguistes. La question qu'il pose en dernier lieu dénote d'autres priorités et une certaine prudence : on se demande à l'époque s'il est pertinent que l'Observatoire aille dans pareils degrés de précision. En outre, parler de « langues françaises » au pluriel reviendrait à reconnaître l'existence de plusieurs langues au sein d'une même langue, ce qui pourrait être perçu comme une source de confusion dans la promotion de la langue française. Un bref compte-rendu des discussions donne une idée des débats qu'ont pu entretenir les sociolinguistes – aux expertises et épistémologies variées – à ce sujet.

Thierry Bulot souligne qu'aujourd'hui, la Francophonie est plurielle en termes de pratiques et de discours et qu'on peut même parler de la pluralité des langues françaises. [...] Didier de Robillard propose carrément à la Francophonie de s'interroger sur son projet politique et sur le type de relations que doivent entretenir les pays qui coopèrent plutôt que de commencer par choisir une langue à observer. Si Jean-Marie Klinkenberg est prêt à discuter le terme de francophonie, qui est à la fois un univers socio-discursif et un « champ bourdieusien » de force et de lutte d'agents,

il plaide tout de même pour l'observation. Tout comme Louis-Jean Calvet, qui est prêt à se demander, en tant que linguiste, si « une langue ça existe » mais ne pense pas qu'il faille importer ce questionnement dans l'organisation qu'est l'OIF, pas plus que Robert Chaudenson, qui trouverait du coup toute la démarche absurde. (idem : 73)

Si certains sociolinguistes tendent à vouloir problématiser les situations sociolinguistiques du français en insistant sur la pluralité de ses manifestations linguistiques et discursives, ou voire « carrément » de repenser le projet politique de l'OIF, d'autres reconnaissent l'importance de ces défis méthodologiques et épistémologiques tout en admettant qu'ils ne doivent pas entraver la mission statistique de l'Observatoire. Ce dernier doit pouvoir disposer de catégories quantifiables, stables et comparables dans le temps et l'espace, même si celles-ci ne correspondent pas nécessairement à une diversité de réalités sociolinguistiques beaucoup plus complexes. À ce stade, la documentation des variétés se heurte à d'autres priorités et peine à se faire une place dans le plan d'action de l'Observatoire.

Plus tard, l'Observatoire expose plus clairement son réel intérêt pour l'intégration d'études sur les variétés :

« La question de l'écart entre un français « standard » et des français « locaux » y apparaît donc à la fois plus évidente et plus importante lorsque l'on cherche à anticiper des scénarios d'avenir. Cependant, la difficulté à définir de manière claire et précise les contours des différents français en usage reste un défi pour les linguistes (et les sociolinguistes), même si certaines caractéristiques générales sont proposées dans la littérature pour décrire les principaux phénomènes de variation [...]. [I]l est très difficile, et sans doute peu souhaitable, de figer des catégories de français. » (OIF, 2022 : 50).

Premièrement, l'extrait ci-dessus rejoint un élément fondamental pour l'Observatoire : la dimension prospective (« anticiper des scénarios d'avenir ») propre à l'exercice statistique est transposée ici à l'observation d'une évolution des qualités de la langue, de sa propension à garder une ligne plus ou moins identique dans le monde ou au contraire, à diverger en localismes incompréhensibles qui mettraient en péril la communication entre francophones à travers la planète. Deuxièmement, « l'écart » souligné par l'Observatoire renvoie à des débats sur la distinction entre une norme imaginée « franco-française » et des « normes endogènes » (voir section 5). Il est intéressant de constater au passage l'évitement de la mention de « norme(s) » pour effectuer la dichotomie. Troisièmement, l'Observatoire souligne la difficulté de l'exercice scientifique pour légitimer sa démarche : si même les expertes et experts consultés n'osent s'aventurer à nommer et délimiter des variétés de français, l'Observatoire ne va pas le faire non plus, d'où un usage privilégié de l'expression « variétés de français » par l'Observatoire pour désigner un ensemble de pratiques sociolinguistiques localisées et se distinguant d'une norme « standard ».

La dimension prospective est ancrée dans le terrain de prédilection de l'OIF : l'Afrique et l'éducation. En effet, l'extrait ci-dessus rapporte des propos de l'Observatoire en vue d'une interprétation de l'étude PRES-LAF (et d'autres), dans le but d'inventorier les défis de la variété sur le continent africain. Avant de parler de variétés de français, l'Observatoire interprète plusieurs études quantitatives sur les compétences linguistiques et usages du français sur le continent africain, tout en soulignant le haut taux de plurilinguisme des locutrices et locuteurs (OIF, 2022 : 39-45). Ces études montrent, selon l'Observatoire, que le potentiel de développement de la francophonie se situe principalement dans la jeunesse africaine et maghrébine (idem : 42). L'Observatoire insiste encore sur le rôle fondamental de l'accès à une éducation de qualité pour permettre l'expansion du français en Afrique (idem : 46). Par conséquent, l'étude des rapports entre norme et variétés africaines de français est légitimée dans une perspective prospective propre aux discours quantitativistes.

4.2 Évaluer les risques pour l'intercompréhension

Dans les discours justifiant la documentation des variétés en Afrique, l'Observatoire manifeste une inquiétude : le risque de perdre l'intercompréhension entre francophones en Afrique. Cela s'observe notamment dans les discours sur les variétés de français et le plurilinguisme utilisés dans les écoles africaines : les élèves auraient de grandes difficultés à apprendre le français tel qu'il est enseigné en classe (voir section 5.2), ce qui présuppose une distance linguistique suffisamment importante entre leur norme endogène (ou leur langue) et la norme de français qu'ils sont censés apprendre en classe. Aucun problème de cette ampleur n'est rapporté pour des enfants francophones français, belges, québécois ou suisses, mettant en évidence implicitement un problème situé en Afrique.

Dans les publications les plus récentes, l'Observatoire a une manière discursive très subtile de traiter l'intercompréhension. Avant l'arrivée des résultats de l'étude PRES-LAF, dans *La langue française dans le monde 2018*, les rédacteurs font le point en exposant « le défi de la variété » (OIF, 2019 : 71-74). L'Observatoire décrit « trois grandes catégories (parfois poreuses) dans les variétés qui s'appliquent à la langue française » (idem : 71). La première concerne « le besoin de nommer des réalités endogènes » ; la deuxième est issue de contacts ou d'influences linguistiques ; la troisième – présentée comme « assez marginale » – concerne « la volonté (ou la nécessité) d'une partie des locuteurs de créer un langage codé, censé n'être compris que du groupe qui l'adopte » (ibidem). Cette dernière catégorie présenterait des « risques de fragmentation de la francophonie. » (ibidem). L'Observatoire donne ensuite l'exemple du nouchi en Côte d'Ivoire, puis offre un entretien avec Jean-Martial Kouamé pour donner des réponses expertes sur la question. Si le sociolinguiste ivoirien reconnaît que l'intercompréhension s'estompe par procédé de distanciation linguistique, il tempère les risques en précisant qu'il « ne faudrait pas regarder ces variétés comme une menace pour la francophonie » (idem : 74), insistant sur le fait que les variations sont un phénomène propre à toute langue, et qu'il faut plutôt les considérer comme « un enrichissement » pour la langue française (ibidem). Jean-Martial Kouamé est d'avis qu'il faudrait répertorier ces pratiques langagières, ajoutant qu'il « est très important

que la Francophonie analyse et intègre ces évolutions » (ibidem). Son dernier constat rejoint des préoccupations d'ordre éducative :

Dans le domaine éducatif, les variétés locales de français s'invitent dans le déroulement de la classe. Ces variétés qui interfèrent dans l'enseignement-apprentissage du français ne sauraient être ignorées. Leur prise en compte pourrait aider à la médiation des savoirs. (ibidem)

Le discours rapporté de Jean-Martial Kouamé fait écho à des discussions approfondies entre chercheurs et chercheuses sur l'enseignement bilingue en Afrique. Il invite la question des variétés sur le terrain du plurilinguisme dans l'éducation, comme l'ont fait d'autres collègues avant lui. En encadrant la parole du sociolinguiste ivoirien dans une synthèse théorique de la variété structurée en trois points, l'Observatoire fait deux choses : il expose scientifiquement l'existence, certes « assez marginale », d'une menace potentielle sur l'intercompréhension et manifeste ainsi son inquiétude pour l'avenir du français en Afrique ; il modère et rassure le lectorat en convoquant l'avis d'un expert pour mitiger ces risques, représentant ces variétés – même celles qui seraient très distantes d'un « standard » – comme une ressource potentielle pour favoriser l'apprentissage de la langue française en Afrique. Cette manière de mettre la norme sous tension avec des « variétés » puise ses sources dans débats plus anciens que j'aborde dans la section suivante.

5 (Ne pas) repenser le rapport à la norme pour favoriser l'apprentissage du français en Afrique

L'analyse s'articule ici en trois temps. Il s'agit premièrement de saisir comment la documentation des variétés se construit discursivement comme un outil nécessaire pour prouver la vitalité de la langue française dans le monde (section 5.1). Deuxièmement, l'objectif est de montrer comment ces discours s'invitent sur le terrain de l'enseignement bilingue en Afrique (section 5.2). Troisièmement, il convient de revenir sur des discours que l'Observatoire ne rapporte pas dans *La langue française dans le monde*, afin d'observer les effets de la mise à l'écart de certains sujets (section 5.3).

5.1 Anéantir l'insécurité linguistique et prouver la vitalité du français

Les documents de 2008 montrent que les membres de la rédaction de l'Observatoire ont très tôt assisté à des débats de sociolinguistique sur l'insécurité linguistique. De ces discussions, l'Observatoire entextualise les discours scientifiques qui tendent à montrer que les variations sociolinguistiques du français sont une preuve de la vitalité du français dans le monde, mais évite de détailler des discours plus problématiques sur l'insécurité ou la discrimination linguistique.

Les (socio)linguistes racontent l'insécurité linguistique comme un phénomène plutôt vécu hors de France.² De manière générale, elle est présentée comme le symptôme de

²Le phénomène existe dans l'Hexagone, mais à l'époque, il semble encore peu étudié, comme le rappelle Marie-Louise Moreau qui se demande si « *cette absence [est] révélatrice d'un rapport particulier à la légitimité linguistique dans le cadre de la francophonie* » (Maurais et al., 2008 : 103).

plusieurs problèmes impliquant des rapports entre une « norme standard » et l'utilisation de « variétés locales » se démarquant de cette norme : le sentiment d'être locuteur d'une variété déviant d'une « norme standard franco-française » légitime ; le fait de se sentir catalogué comme locuteur de français « langue seconde » en opposition au locuteur de « langue maternelle » (Maurais *et al.*, 2008 : 139-49). Plusieurs chercheuses et chercheurs arguent qu'il faut changer cette vision normative univoque pour décomplexer les locutrices et locuteurs de variétés. Le sociolinguiste Pierre Dumont développe cette idée :

« La mise en place d'une norme plurielle est en elle-même une stratégie de développement qui tient compte des besoins de tous les locuteurs du français, quel que soit leur statut. Le premier avantage de cette légitimation des usages régionaux ou nationaux ayant acquis de facto — c'est-à-dire du point de vue des fonctionnements sociaux — le statut de standards dans les différentes communautés francophones, serait de faire disparaître l'insécurité linguistique. » (Maurais *et al.*, 2008 : 146)

D'autres (socio)linguistes soutiennent une forme d'institutionnalisation des normes endogènes afin de rompre avec l'insécurité linguistique. Cela aurait pour effet de favoriser l'essor de la langue française tout en la rendant plus diversifiée et « riche ». Ce discours de reconnaissance et valorisation des variétés de français se poursuit dans les discussions du deuxième Séminaire méthodologique de 2014 (voir par ex. Maurer (2015 : 193)) pour finalement être entextualisés dans *La langue française dans le monde*, notamment dans la valorisation des dictionnaires et lexiques distinguant les variétés de français à la fois comme des décodeurs utiles pour l'intercompréhension (OIF, 2014 : 138) et comme une manière de reconnaître et valoriser un patrimoine linguistique international. Les entretiens avec Bernard Cerquiglini, qui y fait la promotion du *Dictionnaire des francophones*,³ illustrent bien cette stratégie discursive. En plus d'être un linguiste de renommée internationale, Bernard Cerquiglini est connu du grand public pour ses capsules vidéo (voir TV5 Monde 2022). Dans les éditions 2019 et 2022 de *La langue française dans le monde*, il est mis en scène à deux reprises avec une photographie de lui où il apparaît en costume cravate, le doigt levé – posture stéréotypique du Professeur français de français sur le point d'expliquer une règle de grammaire (OIF, 2019 : 22 ; 2022 : 51). Le linguiste fleurit son discours de métaphores pour faire l'éloge d'une langue qui incarne la diversité.

Mais cette langue, en se mondialisant, s'est défaite d'un carcan académique. Chaque bouture a pris racine et s'est élevée, libre, vivace, portant de beaux fruits : termes propres, locutions particulières, façons de dire aussi diverses que légitimes. Le français tire une force accrue de cette diversité, qui illustre sa vitalité. La norme, par suite, ne doit pas être un corset, mais un creuset ; il nous faut penser une francophonie de l'élan, et non du purisme. (OIF, 2019 : 22)

³Le Dictionnaire des francophones est un dictionnaire accessible gratuitement sur Internet. Participatif, il a pour « objectif de rendre compte de la richesse du français parlé au sein de l'espace francophone. » Voir le site officiel (consulté le 09.09.2022) : [https://www.dictionnairesdesfrancophones.org/presentation{}{}\\](https://www.dictionnairesdesfrancophones.org/presentation{}{})

Le linguiste ne dit pas qu'il existe plusieurs « langues françaises » au pluriel, mais que la norme est composée d'une pluralité d'usages linguistiques qu'il faut cultiver pour garantir la vitalité du français dans le monde. L'Observatoire met plutôt en évidence ce discours dans ses pratiques documentaires : il ne s'agit pas de reconnaître plusieurs normes, comme le souhaiteraient certains sociolinguistes (voir section 5.2), mais de valoriser la diversité inhérente au français en documentant les variétés de ses usages.

Cette nuance est importante, car elle permet de souligner l'agilité discursive de l'Observatoire dans sa manière de présenter l'action documentaire des variétés en Afrique. Documenter les variétés, en s'appuyant sur l'expertise de (socio)linguistes « du Sud » sur le terrain, revient à prouver l'appropriation du français et sa vitalité sur le continent. Par exemple, dans *La langue française dans le monde 2014*, Jean-Martial Kouamé présente sur une douzaine de pages une description très détaillée et technique de plusieurs variétés de français en Côte d'Ivoire (OIF, 2014 : 139-52), pour conclure que « le français, dans ses formes d'usages, a cessé d'être une langue étrangère pour le locuteur ivoirien. » (idem : 152). Bien que l'Observatoire construise la documentation des variétés comme une preuve de la vitalité du français, son discours optimiste se heurte à d'autres discours relatant une réalité sociolinguistique moins reluisante, notamment dans les écoles africaines.

5.2 Documenter les variétés pour favoriser l'apprentissage d'une norme en Afrique ?

Les débats des documents de 2008 sont la poursuite d'autres discussions plus anciennes sur l'instauration d'enseignements bilingues français-langues nationales africaines. La documentation et la didactisation potentielle des variétés de français s'invite dans les débats. Selon plusieurs contributions parues dans *L'Avenir du français*, l'enseignement bilingue devrait être une priorité en Afrique. Pour Pierre Dumont, les gouvernements tardent à prendre des mesures pour l'enseignement de la langue première des enfants en Afrique, renforçant selon lui le sentiment que le français est une « langue imposée par l'école » (Maurais *et al.*, 2008 : 149). « Comment, dans ces conditions, imaginer le développement systématique et contrôlé d'une norme à vocation identitaire, la seule qui puisse définitivement mettre fin à tout sentiment d'insécurité linguistique ? » (ibidem), s'insurge-t-il. Cette « norme à vocation identitaire » est précisément ce que semblent chercher plusieurs de ses collègues d'Afrique et de l'Océan indien. Reprenant les défis de l'enseignement du français et des langues partenaires en Afrique, le linguiste Moussa Daff s'interroge par exemple sur « la nature du français à enseigner » (Maurais *et al.*, 2008 : 106). Son collègue Rada Tirvassen propose plus loin « deux types d'aménagement linguistique » :

Le premier concerne la poursuite des travaux de description (socio)linguistique de la variation qui caractérise l'usage du français dans les communautés où la vernacularisation de cette langue (ou tout simplement son usage comme langue véhiculaire) a fait émerger des normes endogènes. [...] Le deuxième type d'opérations vise à équiper les langues endogènes afin qu'elles participent plus efficacement à la vie socioculturelle et économique des populations. Certaines associations francophones ont, à cet

égard, pris des initiatives qu'il est nécessaire de systématiser. Aucune de ces initiatives n'aura un impact réel sur la diffusion du français si l'école n'enseigne pas plus efficacement cette langue. (idem : 217)

Dans cet extrait, Rada Tirvassen conçoit la documentation des variétés comme une prérogative nécessaire à toute entreprise didactique visant à inscrire des « normes endogènes » dans les cursus éducatifs, voire à en diffuser les usages pour encourager locutrices et locuteurs à les utiliser dans des cadres plus formels.

La frontière entre « langues partenaires », « langue première des enfants (africains) », « langues endogènes » et « variétés de français » se fait moins nette. Il n'est pas toujours clair si les (socio)linguistes et l'Observatoire parlent d'une langue différente ou d'une variété de français. Il s'en dégage que, localement, des groupes de locutrices et locuteurs s'expriment en utilisant un système linguistique trop distant du français « standard » enseigné à l'école, lequel serait fondé sur une norme franco-française ou « académique ». Ces enjeux sont traités de manière plutôt descriptive dans *La langue française dans le monde 2014* (OIF, 2014 : 39-134), où dans plusieurs cas, les systèmes éducatifs « du Sud » sont présentés en profond décalage avec les réalités sociolinguistiques du terrain, car le français qui y est enseigné à l'école y est dépeint comme une langue étrangère (ou presque) pour les élèves africains.

Si l'Observatoire valorise les enseignements bilingues dans ses publications, il se garde de toute prescription sur la mise en œuvre de stratégies politiques linguistiques et éducatives concernant l'inclusion des variétés de français à l'école. Cette attitude s'observe dans la manière d'extérioriser les discours de l'étude PRESLAF dans *La langue française dans le monde 2022*. Globalement, l'étude PRESLAF montre, entre autres, que les participants africains et maghrébins ont avis partagé par rapport à l'idée d'introduire l'usage de variétés de français à l'école, celles-ci étant plutôt perçues comme un obstacle à la maîtrise d'une norme standard synonyme d'ascension socio-économique (Fantognon, 2021 : 45, 112). Les auteurs de l'étude PRESLAF ont un discours plutôt incisif et critique envers l'OIF dans leurs conclusions. D'une part, ils interprètent les résultats de leur grande étude comme une forme d'échec des politiques linguistiques éducatives d'encouragement de l'OIF en Afrique (idem : 225). D'autre part, les auteurs de PRESLAF sont d'avis qu'il faudrait repenser complètement les apprentissages en intégrant le plurilinguisme et les variétés de français dans les politiques linguistiques éducatives, afin de valoriser l'usage des variétés comme instrument de médiation des savoirs à l'école (voir Fantognon (2021 : 184-206) pour plus de détails concernant les recommandations).

L'Observatoire ne reproduit pas l'ensemble des conclusions et recommandations rédigées par les chercheurs de PRESLAF, mais en réinterprète les résultats « bruts ». La rédaction précise que « [c]ette présentation se nourrit des principaux résultats de l'étude [PRESLAF], mais elle présente les analyses de l'Observatoire de la langue française, qui n'engagent pas les chercheurs. » (OIF, 2022 : 47) Il est précisé que plusieurs membres de son comité scientifique – dont un statisticien et un économiste – l'ont épaulé à la rédaction (ibidem), suggérant que cette partie du discours de l'Observatoire est le fruit d'une co-construction entre des experts et la rédaction de

l'Observatoire. L'Observatoire reprend une partie des résultats qui indiquent un accueil mitigé des variétés de français à l'école. Citant les programmes ELAN (École et langues nationales en Afrique), la rédaction souligne tout de même l'importance d'intégrer « les langues nationales » dès le plus jeune âge à l'école, ceci « dans une optique de réussite scolaire et de meilleure maîtrise de la langue française, qui reste langue d'enseignement. » (idem : 63). Quant aux variétés de français, l'Observatoire reste très prudent et s'écarte des recommandations de PRES-LAF sans pour autant les exclure totalement. D'une part, l'Observatoire avance que les variétés « ne sont pas niées, mais elles ne semblent pas non plus revendiquées » (idem : 70), ce qui signifie que les locutrices et locuteurs « du Sud » ne concevraient pas la construction d'une norme endogène à vocation identitaire ou fonctionnelle comme un besoin prioritaire. D'autre part, l'Observatoire montre que ces usages se manifestent parfois en contexte scolaire, mais il n'est pas certain de l'utilité d'en généraliser les pratiques didactiques :

Il y a là manifestement un sujet à saisir pour accompagner, là où le besoin existe, les enseignants, en identifiant de « bonnes pratiques » qui ne seraient plus « taboues », pour peu qu'elles garantissent un enseignement de qualité. (OIF, 2022 : 70)

L'idée que l'émancipation et la diffusion de la langue française passe par une plus grande tolérance des variétés de français au « Sud » reste, mais l'institutionnalisation de variétés de français n'est ni recommandée ni exclue, laissant une grande marge d'interprétation aux décideuses et décideurs politiques qui pourraient se sentir concernés à la lecture de ces lignes. La présentation des résultats en parallèle aux études sur les enseignements bilingues en Afrique atténue encore un peu plus la limite entre langues et variétés internes au français, comme une manière de souligner qu'au final, ce qui importe n'est pas tant l'apprentissage d'une autre langue ou de variétés, mais d'acquérir une maîtrise de la langue française, d'une norme présumée standard et commune à tous les francophones du monde. Toute entreprise documentaire ou didactique poursuivant cet objectif serait donc bienvenue. Par conséquent, l'Observatoire construit discursivement la « diversité linguistique » – qu'il s'agisse de variétés de français ou non – comme une entité aux contours flous, mais qui est au service de l'apprentissage d'une norme commune – celle qui est documentée et enseignée depuis des siècles dans les pays « du Nord » – et non comme la volonté de voir d'autres « normes » se former séparément et s'institutionnaliser « au Sud », au risque de voir la Francophonie se « fragmenter ».

5.3 Une vision territoriale des variétés qui exclut les situations de mobilité et l'étude des discriminations

Les points de vue plus nuancés ou opposés de (socio)linguistes – contrebalançant une vision exclusivement positive et territoriale des variétés de français d'Afrique – sont très rarement exposés dans *La langue française dans le monde*. Certaines tensions sont perceptibles dans les documents de discussions ou dans les manières de (ne pas) rapporter certains propos. À ce titre, la présence d'une intervention de Salikoko Mufwene lors du Séminaire de 2008 est percutante : soulignant les inégalités socio-économiques de la Francophonie, le sociolinguiste relate des études sur l'écologie

des langues et de la langue française (OIF, 2008 : 417-23). Comme il le rappelle, les variétés de français ne sont pas toutes désirables.

Une des raisons pour lesquelles les migrants « francophones (africains) » ont des difficultés à s'intégrer dans les « métropoles francophones » n'est pas seulement le fait qu'ils parlent différemment la langue métropolitaine mais aussi qu'ils n'en ont qu'une compétence approximative. [...]

Une autre conséquence est que pour ceux qui parlaient français « au pays », selon la norme locale ou nationale, et qui se retrouvent, en raison de leur accent, stigmatisés dans la métropole d'accueil, peuvent ne pas se sentir francophones de la même façon que les locuteurs métropolitains. (idem : 418-419)

Salikoko Mufwene met en exergue plusieurs aspects. En situation de mobilité, les migrants africains – qui se heurtent souvent à des obstacles administratifs et économiques – se voient discriminés pour des raisons linguistiques. Leur variété de français n'est pas socialement désirable dans les pays francophones « du Nord ». Ces aspects ne sont pas abordés dans *La langue française dans le monde*, ou alors uniquement dans une perspective descriptive et plutôt positive, afin de montrer qu'Africains et Européens s'échangent des mots comme des philatélistes s'échangeraient des timbres-poste (par ex. OIF, 2010 : 291).

La non prise en considération de la mobilité spatiale dans la documentation des variétés de français renforce aussi l'idée que ces variétés sont circonscrites à des territoires, et que les locuteurs les utilisent uniquement dans leur environnement géographique immédiat. De façon plus générale, l'Observatoire parle relativement peu de ces Africaines et Africains qui migrent vers « le Nord ». Dans *La langue française dans le monde 2014*, les démographes québécois Jean-Pierre Corbeil et René Houle sont invités à brosser un portrait statistique sur l'immigration africaine au Canada. Leur étude montre que cette immigration contribue à renforcer la vitalité du français au Canada comme au Québec (OIF, 2014 : 184-92). La complexité des dynamiques langagières, des discriminations linguistiques, sociales et économiques, évoquée par Salikoko Mufwene plus haut, se voit ainsi réduite dans un discours quantitativiste catégorisant les Africains comme des francophones comme les autres, peu importe s'ils subissent plus de discriminations que les francophones du Nord.

6 Conclusion

À travers l'ensemble de l'analyse, l'Observatoire s'émancipe progressivement des termes des (socio)linguistes (comme « normes endogènes ») pour se concentrer sur la mise en valeur des mots « variétés (de français) » lorsqu'il signe de sa plume institutionnelle. Discursivement, c'est une manière d'éviter d'ouvrir la porte à une institutionnalisation de ces « variétés » et de ne pas remettre en question l'existence d'une norme qui, certes, peut être alimentée sporadiquement par les variétés, mais reste la référence internationale – au singulier – nécessaire pour garantir la communication entre les francophones du monde entier. Cette position est particulièrement claire dans la pru-

dence de l'Observatoire par rapport aux conclusions et recommandations de l'étude PRESALF.

En sélectionnant les discours de (socio)linguistes et les mettant en évidence (soit à l'aide d'entretiens ou de synthèses de rapports de recherche), l'Observatoire construit la documentation des variétés comme un outil de preuve scientifique évaluant l'évolution des « qualités » de la langue en complément de l'entreprise documentaire quantitative. La documentation de ces variétés est mue par le besoin d'évaluer à la fois les risques et le potentiel de ces pratiques linguistiques, en particulier sur le continent africain où elles semblent se confondre dans une diversité linguistique aux contours flous. Ces discours posent le plurilinguisme et la variation comme une richesse, à condition que les langues et variétés servent à renforcer la position de la langue française dans le monde. Toute démarche documentaire et didactique favorisant l'apprentissage du français en Afrique devient alors légitime, pour autant qu'elle permette aux locutrices et locuteurs de finalement acquérir une maîtrise suffisante de... la norme. Celle qui est, pour l'instant, plus largement documentée et prescrite par des pays du « Nord ».

Les discours sur la documentation des variétés en Afrique peinent à se dégager des rapports de pouvoir hérités du colonialisme (*cf.* Vigouroux, 2013) : ce sont les locutrices et locuteurs du « Sud » qui continuent de devoir faire des efforts pour maîtriser la norme ; celles et ceux du « Nord » n'ont pas d'effort comparable à produire. Si l'intégration des langues africaines et des variétés de français est encouragée, c'est uniquement pour servir une éducation à la norme et non pour améliorer le statut socio-politique et économique de pratiques linguistiques différentes de cette norme. Le centre d'attraction de la polycentricité reste donc « au Nord ». Ainsi, dans ses pratiques discursives de documentation des variétés, l'Observatoire perpétue un rapport d'autorité à la norme : les variétés sont une richesse patrimoniale et une preuve de la vitalité du français à travers le monde, pour autant qu'elles ne mettent pas le maintien d'une norme en péril.

En outre, le contingentement des francophones d'Afrique à leur territoire est emblématique des conceptions de l'OIF : l'Observatoire s'intéresse principalement aux risques et potentiel des variétés sur le territoire africain, mais se soucie bien peu des discriminations linguistiques, des inégalités socio-économiques et du racisme que subissent leurs locuteurs lorsqu'ils migrent vers le « Nord ». Pour l'Observatoire comme pour l'OIF, l'avenir de la langue française est en Afrique, pour autant que les Africaines et Africains apprennent une norme – peut-être « plurielle » – mais qui continue d'être dictée et documentée par le « Nord ».

Bibliographie

CERTEAU, Michel de, JULIA, Dominique et REVEL, Jacques (1975). *Une politique de la langue : la Révolution française et les patois : l'enquête de Grégoire*. Paris : Gallimard.

DUCHÊNE, Alexandre (2008). *Ideologies across nations : The construction of linguistic minorities at the United Nations*. Berlin and New York : Mouton de Gruyter.

FANTOGNON, Comlan (2021). *Le français polycentrique ? Du terrain à la modélisation. Vers une politique de planification plurilingue*. Rapport PRESALF à l'attention de l'Organisation internationale de la Francophonie. Grenoble : Université Grenoble Alpes. <https://cloud.univ-grenoble-alpes.fr/index.php/s/Py2YG7YYXqJZ8rr> (consulté le 12.09.2022)

HELLER, Monica. (2002). *Éléments d'une sociolinguistique critique*. Paris : Didier.

HUMBERT, Philippe (2019). Compter les langues pour gouverner : enjeux épistémologiques et conséquences socio-politiques des statistiques linguistiques officielles. In *Cahiers de linguistique* 45. Édition thématique : *L'image des langues, vingt ans après*. p. 13-31

HUMBERT, Philippe (2022). *(Dé)chiffrer les locuteurs : la quantification des langues à l'épreuve des idéologies langagières*. Éditions Alphil presses universitaires. Neuchâtel.

HUMBERT, Philippe, CORAY, Renata et DUCHÊNE, Alexandre (2018). *Compter les langues : histoire, méthodes et politiques des recensements de population. Rapport du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme. Une revue de la littérature*. Fribourg. <http://www.institut-mehrsprachigkeit.ch/fr/content/revue-litterature-langues-relevés-statistiques-et-politiques-linguistiques> (consulté le 27.09.2022)

KRIEG-PLANQUE, Alice (2012). *Analyser les discours institutionnels*. Paris : A. Colin.

MARTÍN ROJO, Luisa (2016). « Language and power ». In Ofelia García, Nelson Flores, et Massimiliano Spotti (éd.) *The Oxford Handbook of language and society*. Oxford ; New York : Oxford University Press. p. 77-102

MAURIS, Jacques, Pierre DUMONT, Jean-Marie KLINKENBERG, Bruno MAURER, et Patrick CHAR-DENET (éd.) (2008). *L'avenir du français*. Paris, Montréal : Éditions des Archives contemporaines et Agence universitaire de la francophonie.

MAURER, Bruno (éd.) (2015). *Mesurer la francophonie et identifier les francophones. Inventaire critique des sources et des méthodes*. Editions des archives contemporaines. Paris.

MOUTERDE, François, Laetitia DANSOU, et Léon-Paul SCHWAB. (2014). *Évaluation externe de l'Observatoire de la langue française. Un rôle au-delà de l'observation ? Rapport final*. Paris : Cabinet Planète publique. https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-10/Evaluation%20_observatoire_oif_2014.pdf (consulté le 03.06.2022)

OIF. (2008). *Séminaire international sur la méthodologie d'observation de la langue française dans le monde. Paris, du 12 au 14 juin 2008*. Paris : OIF.

OIF. (2010). *La langue française dans le monde 2010*. Paris : Nathan.

OIF. (2014). *La langue française dans le monde 2014*. Paris : Nathan.

OIF. (2019). *La langue française dans le monde 2018*. Paris : Gallimard.

OIF. (2022). *La langue française dans le monde 2022*. Paris : Gallimard.

PARK, Joseph Sung-Yul, et BUCHOLTZ, Mary (2009). « Introduction. Public transcripts : entextualization and linguistic representation in institutional contexts ». *Text & Talk* 29 (5). p. 485-502.

TABOURET-KELLER, Andrée (éd.) (1997). *Les enjeux de la nomination des langues*. Le nom des langues 1. Louvain-la-Neuve : Peeters.

VIGOUROUX, Cécile B. (2013). « Francophonie ». *Annual Review of Anthropology* 42 (1) : p. 379-97.

Sites Internet

France 24 (19.03.2021). « Francophonie : « L'Afrique est l'avenir de la langue française » » Entretien avec Alexandre Wolff. En ligne sur <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/invit%C3%A9-du-jour/20210319-francophonie-l-afrique-est-l-avenir-de-la-langue-fran%C3%A7aise> (consulté le 27.09.2022)

L'Observatoire (2022). « L'Observatoire de la langue française ». Page officielle de l'Observatoire. En ligne sur <https://observatoire.francophonie.org/l-observatoire-de-la-langue-francaise/> (consulté le 27.09.2022)

OIF (20.03.2022). « La langue française rayonne avec 321 millions de locuteurs dans le monde ». Communiqué de presse officiel de l'OIF. En ligne sur <https://www.francophonie.org/la-langue-francaise-rayonne-avec-321-millions-de-locuteurs-dans-le-monde-2140> (consulté le 12.08.2022)

PRESLAF (2022). Site Internet officiel de PRESLAF. En ligne sur <https://preslaf.org/> (consulté le 27.09.2022)

TV5 Monde (2022). « Merci professeur ! » En ligne sur <https://www.tv5monde.com/emissions/emission/merci-professeur> (consulté le 27.09.2022)